

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Lettre à Khrouchtchev et Boulganine

*La Révolution Proletarienne*

Poznan

*Paul BARTON*

L'Union des Syndicalistes est-elle née ?

Le salaire mensuel garanti  
dans la métallurgie

*Un Métallo*

Monnaie marocaine et zone franc

*J. PÉRA*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 107 - Juillet 1956

Lettre ouverte à MM. Khrouchtchev et Boulganine...  
Poznan : Nouvelle révolte ouvrière derrière le rideau de fer...  
L'Union des Syndicats est-elle née?...  
Retour aux errements...  
Monnaie marocaine et zone franc...  
Lettre de Tunisie...  
Le salaire mensuel garanti est lancé dans la métallurgie...  
Allez-y, M. Mollet : Sus aux syndiqués !  
Dans l'Enseignement de la Loire : Un syndicat livré aux communistes...

### Notes d'économie et de politique

Pour ceux d'Alger. — Porteurs de flambeaux. — Mendès et Turgot. — Vidés d'Indochine. — Compléments aux informations de la presse officielle. — Les Réformes. — Le massacre de Rivet. — L'amitié franco-musulmane...

### Pronos d'un ancien

(A la veille du Congrès des Instituteurs) Les conclusions d'un congrès oublié. — Complices de crimes. — Autour de la statue. — Au banc des accusés. — La Réforme de l'Enseignement. — L'envers d'une fausse démocratie. — Défenseurs de l'enseignement secondaire...

### Parmi nos lettres

Méthode efficace. — Notre clairvoyance. — Une position fautive et sectaire. — La R.P. apologiste de l'Eglise...

### Les livres

La chute d'A. Camus (L.D.). — Le syndicalisme ouvrier français de Colette Chambelland (R.H.)...

### La vie du cercle Zimmerwald

La Révolution  
Prolétarienne

P. BARTON

Louis MERCIER  
J. PERA  
J.P. FINIDORI

LE METALLO

Groupe unitaire  
démocratique

R. LOUZON

R. HAGNAUER

## LES FAITS DU MOIS

LUNDI 4 JUIN. — Le gouvernement syrien démissionne à la suite de manifestations antifrançaises. Grève à la Radiodiffusion-Télévision françaises.

MERCREDI 6 JUIN. — En vertu des accords franco-marocains, le Maroc acquiert son indépendance diplomatique. Démission du gouvernement libanais. Sur les affaires d'Afrique du Nord, l'Assemblée Nationale vote la confiance par 271 voix contre 59 et 200 abstentions.

JEUDI 7 JUIN. — La Fédération des Producteurs de lait décide une grève des livraisons.

VENDREDI 8 JUIN. — Par 277 voix contre 123, puis par 344 voix contre 39, le gouvernement obtient la confiance sur le Fonds national vieillesse.

SAMEDI 9 JUIN. — Le président Eisenhower subit une grave opération chirurgicale. L'Assemblée Nationale turque adopte de nouvelles lois contre la presse.

LUNDI 11 JUIN. — Révolte militaire qui échoue en Argentine. Arrivée à New-York du chancelier Adenauer.

MARDI 12 JUIN. — Le gouvernement marocain interdit l'émigration collective des Juifs. A Genève, Conférence Internationale du Travail: le délégué de l'U.R.S.S. voté contre le travail forcé.

Réhabilitation de nombreux condamnés politiques en Tchécoslovaquie. Arrêts de travail aux chantiers de la Gironde.

MERCREDI 13 JUIN. — Départ des derniers soldats anglais d'Egypte. Elections en Hollande: Avances socialistes et catholiques, recul communiste.

JEUDI 14 JUIN. — Grève des hôpitaux parisiens. Grève des ouvriers agricoles en Italie.

VENDREDI 15 JUIN. — Accord franco-tunisien sur la représentation diplomatique de la Tunisie. Pineau, ministre des Affaires étrangères, part pour les Etats-Unis.

SAMEDI 16 JUIN. — Grèves partielles dans la métallurgie de Bordeaux et de Fives. Arrêts de travail dans les P.T.T. à Annemasse, Caen, Versailles, etc.

MARDI 19 JUIN. — M. Chepilov, ministre des Affaires étrangères d'U.R.S.S., arrive en Egypte. La Fédération des maires d'Algérie, hostile à des élections immédiates, réclame l'implantation de 500.000 hommes de troupe en Algérie.

MERCREDI 20 JUIN. — Exécution de deux « terroristes » condamnés à mort en Algérie. Accord atomique entre la France et les Etats-Unis.

JEUDI 21 JUIN. — Elections des délégués du personnel chez Simca (Poissy): recul de la C.G.T. au profit des Autonomes et de la Confédération des Cadres. Elections des délégués du personnel des Finances: F.O. emporte 93,5 % des sièges.

VENDREDI 22 JUIN. — Comité central du Parti Communiste.

SAMEDI 23 JUIN. — Nouveaux attentats à Alger et manifestation européenne. Congrès de l'Union des Fonctionnaires C.G.T.

DIMANCHE 24 JUIN. — Referendum en Egypte: 99 % des suffrages pour Nasser. Elections en Islande: la majorité revient aux partis agraire, socialiste et communiste hostiles aux bases américaines.

MARDI 26 JUIN. — Nasser est président de la République égyptienne. Conférence à Bruxelles sur l'Euratom et le marché commun.

L'Assemblée Nationale par 275 voix contre 121 vote la confiance sur le collectif budgétaire.

MERCREDI 27 JUIN. — Par 7 voix contre celles de l'Iran et de l'U.R.S.S. et les abstentions de la Yougoslavie et de la Chine nationaliste, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. rejette la discussion sur l'Algérie.

JEUDI 28 JUIN. — A Poznan, grève suivie de manifestations violentes réprimées par la troupe qui tire.

VENDREDI 29 JUIN. — Ouverture du Congrès du Parti socialiste à Lille.

# LETTRE OUVERTE

## à MM. KHROUCHTCHEV et BOULGANINE

Messieurs,

Quand un abcès devient trop gros, il faut le crever. Par la mort du tyran d'abord, et par son déboulonnage ensuite, vous avez crevé l'abcès du stalinisme.

Certains disent que c'est beaucoup ; pour nous, nous trouvons que c'est peu, car ce qui importe ce ne sont point tant les excès d'un régime que la nature de ce régime.

La révolution d'Octobre a débuté comme révolution prolétarienne. Les ouvriers russes prirent et dirigèrent les usines ; les paysans russes s'emparèrent des terres ; et les uns et les autres exerçaient le pouvoir par l'entremise de leurs soviets, ces successeurs de notre Commune de Paris.

Mais, depuis déjà nombre d'années, tout est changé. Le régime prolétarien a été remplacé par un régime bureaucratique. La classe des managers et des technocrates, dernier avatar de la bourgeoisie, s'est établie comme classe dominante, cependant que le prolétariat redevenait autant et plus que jamais la classe asservie et exploitée.

Tant que cette situation durera, tant que vous n'aurez pas formellement répudié l'infâme discours du 23 juin 1931 par lequel Staline a posé l'inégalité comme fondement d'une société socialiste, tant que vous n'aurez pas rétabli la classe ouvrière à la fois dans la jouissance de toutes ses libertés et dans l'exercice de sa souveraineté par la remise du pouvoir entre les mains de ses soviets librement élus — pour nous, vous n'aurez rien fait.

C'est uniquement aux mesures que vous prendriez dans cette direction, et non aux courbettes qu'il vous sied de faire à la reine d'Angleterre et autres dignitaires de la société bourgeoise, que nous jugerons de votre transformation.

Cependant, puisque vous déclarez qu'avec l'abandon du « culte des personnalités » une ère nouvelle s'ouvre pour la Russie, nous croyons pouvoir vous demander ce qu'il est advenu de trois hommes qui comptèrent parmi les plus solides militants de la révolution prolétarienne de 1917, et, s'ils vivent encore, ce que vous comptez en faire.

Il y a quelques mois, un socialiste autrichien qui sortait de vos camps de concentration nous apprenait que le bruit courait dans les camps que Chliapnikov était encore vivant. Chliapnikov, ouvrier mécanicien, bolchevik de toujours, fut, comme vous le savez, l'un des premiers à percevoir la dégénérescence bureaucratique dans laquelle s'enlisait la révolution ; il fut le protagoniste de cette « Opposition ouvrière » qui, dans les années 20, mena au sein même du parti communiste une ultime bataille pour que soit conservé à la révolution son caractère prolétarien.

Est-il vrai que Chliapnikov a survécu aux tortures qu'il a subies, et, si oui, n'allez-vous pas le libérer ?

Un autre bolchevik de la première heure,

l'ouvrier serrurier Miasnikov, qui connut, dès l'adolescence, les camps de concentration sibériens au temps des Romanov, et qui prit la responsabilité, en tant que président du soviét d'Ekaterinbourg, de débarrasser son pays des derniers survivants de la famille impériale, eut à s'enfuir d'Asie centrale lorsqu'il y fut exilé pour avoir, lui aussi, essayé de combattre la bureaucratie naissante par la constitution de « Groupes ouvriers » à l'intérieur du parti bolchevik ; il vint alors en France, où il vécut jusqu'à ce que, au lendemain de la défaite allemande, votre ambassade l'invitât à retourner en Russie, ce qu'il fit.

Depuis ce jour, nous n'en avons plus eu de nouvelles.

Qu'est devenu Miasnikov ? S'il vit encore et s'il n'est point libre, n'allez-vous pas le libérer ?

Enfin, Andreytchine, ouvrier d'origine bulgare, émigré en Amérique avant la première guerre mondiale, qui dut s'enfuir de ce pays par suite de son activité militante au sein de l'organisation syndicaliste révolutionnaire des *Travailleurs Industriels du Monde* (I.W.W.), et qui rejoignit alors la Russie en pleine révolution, fut persécuté de toutes manières dès que le régime bureaucratique s'y installa ; exilé en Sibérie, maintenu en cellule des années durant, etc., il fut libéré en 1941 lorsque la menace des armées hitlériennes sur Moscou obligea le tyran à avoir recours à ses services, mais, envoyé ensuite en Bulgarie, après la défaite allemande, il en disparut subitement, peu avant la mort de Kolarov.

Qu'est devenu Andreytchine ?

S'il vit et s'il n'est point libre, nous vous demandons également sa libération.

Bien d'autres militants de la classe ouvrière et de la révolution, plus obscurs mais aussi valeureux, sont encore, sans doute, dans vos geôles ; nous regrettons en ce qui les concerne de ne pouvoir vous donner leurs noms et vous rappeler leurs états de service ; nous les englobons collectivement dans notre demande de libération.

Etant donné que la plupart d'entre nous, tous ceux qui étaient alors en âge de le faire, ont soutenu, dès sa naissance, la révolution d'octobre, alors qu'elle avait contre elle coalisées toutes les forces de la bourgeoisie internationale et que nous n'étions en France qu'une poignée pour la défendre, nous estimons avoir le droit de vous faire ces demandes.

Etant donné qu'une solidarité indéfectible nous lie, par-dessus les frontières, à tous ceux qui combattent pour la cause de la révolution prolétarienne, nous estimons aussi que nous en avons le devoir.

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre attachement continu à la cause de la révolution d'Octobre.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

# POZNAN

## Nouvelle révolte ouvrière derrière le rideau de fer

Trois ans, presque jour pour jour, après Pilsen et Berlin-Est, ce sont les ouvriers de Poznan qui ont soulevé le drapeau de la révolte. Entre temps, le mouvement insurrectionnel a fait le tour des camps de concentration disséminés à travers le vaste territoire de l'U.R.S.S. :

Yorkouta au Nord de la Russie européenne, Norilsk à l'extrémité occidentale de la Sibérie de l'Est, Kinguir dans le Sud, Khabarovsk en Extrême-Orient, pour ne citer que les endroits où l'explosion a été la plus violente. Fait important, le soulèvement est invariablement l'œuvre des travailleurs, tantôt détenus, tantôt « libres ». Ce phénomène s'explique en partie par le caractère organisé que donne à la classe salariée le processus de production, là même où toute organisation syndicale authentique est détruite. Mais il y a plus. Le rôle prédominant des ouvriers dans toutes les révoltes d'envergure contre la dictature soviétique constitue la preuve définitive et irréfutable de la nature antiouvrière du système.

On ne saurait trop répéter cette vérité première. Car ceux-là mêmes qui ne se font pas d'illusions sur les régimes établis dans l'orbite moscovite ne se doutent pas pour la plupart du sort atroce des salariés polonais.

Les sources officielles prouvent un certain flottement quand il s'agit d'indiquer le montant du salaire mensuel moyen ; tantôt, elles parlent de 850 zlotys, tantôt de 1.000 et de 1.100 zlotys. Au début d'avril, le quotidien du Parti, « Tribuna Ludu » (« La Tribune du Peuple »), a rendu publics les salaires moyens de quelques branches économiques : pour les charbonnages, ce sont 1.700 zlotys, pour le textile, 900 zlotys ; près d'un tiers de tous les employés des établissements sanitaires (hôpitaux, infirmeries, dispensaires, etc.) gagne moins de 500 zlotys, ce qui est également le cas pour près d'un cinquième du personnel de l'enseignement.

Pour apprécier ces données à leur juste valeur, on n'a qu'à les confronter à celles des prix. Un journaliste allemand, qui se trouvait à Poznan au moment de la révolte, a enregistré sur place les prix suivants : un kilo de beurre, 58 zlotys ; une paire de chaussures, 400 à 1.000 zlotys ; un complet de bonne qualité, 2.000 à 3.000 zlotys (dépêche de Berlin de l'agence DPA, du 30 juin). Dans une dépêche adressée de Varsovie le 26 novembre 1955 au journal « New York Times », on cite les prix suivants : un kilo de café, 360 zlotys ; trois mètres de tissu de laine pour un pardessus, 800 à 1.000 zlotys. En septembre 1955, les prix suivants ont été pratiqués à Varsovie : un complet d'homme de qualité, plus de 2.000 zlotys ; un imperméable, 1.400 zlotys (« New York Times », 15 avril 1956) ; un correspondant français annonce le 2 juillet 1956 de Poznan : une paire de chaussures de qualité médiocre, 600 à 700 zlotys ; un mètre d'étoffe pour un complet, 500 à 1.000 zlotys ; un kilo de sucre, 12 zlotys ; un kilo de beurre (souvent difficile à obtenir), 58 zlotys ; le pot-au-feu (il faut faire queue pendant des heures), 33 zlotys ; 125 grammes de

cacao Suchard, 36 zlotys, donc 288 zlotys le kilo (« Le Monde », 3 juillet 1956).

Quant aux droits du salarié, ils sont tout aussi dérisoires que sa paie. Voici par exemple ce que déclara, d'après le quotidien « syndical » « Glos Pracy » (« la Voix du Travail ») des 12 et 13 mai 1956, le président de l'U.D. de la région d'Opol : « On en est arrivé au point où la présidence du comité régional des travailleurs agricoles était assumée pendant de longues années par un individu louche, par un voleur qui mettait la main sur les fonds sociaux. Tout en connaissant ses agissements, les militants syndicaux qui l'entouraient se gardaient bien de dire quoi que ce fût. Comment cela était-il possible ? Nous avons peur de parler — déclare le camarade Sl., secrétaire de la cellule du Parti au sein du comité régional des travailleurs agricoles — puisque le président Mos était bien vu du comité régional et qu'il jouissait également des faveurs de la direction centrale. » Dans le même journal, on peut lire le récit suivant d'un militant : « Il y a trois ans, notre conseil d'établissement a eu un excellent président. C'était un homme ferme, qui se battait contre toute injustice, disait la vérité aux gens et faisait sentir son autorité à bien des « gros bonnets ». Or, à l'expiration de son mandat, il n'a pas retrouvé son siège au conseil d'établissement ; ensuite, il n'y eut plus de travail pour lui dans l'entreprise. Pendant deux ans, il a dû trimmer pour 370 zlotys par mois. Peut-on s'étonner dès lors que ses successeurs se tiennent tranquilles ? »

Une résolution du Conseil central des syndicats, publiée dans le « Glos Pracy » des 19 et 20 mai 1956, nous apprend que les directions des entreprises constituent sur chaque travailleur un dossier personnel auquel elles versent différentes « appréciations confidentielles ». Ces appréciations sont également communiquées aux tierces personnes, même s'il s'agit d'anciens travailleurs de l'entreprise. « Ces appréciations confidentielles, exemptes de tout contrôle du groupe social et du travailleur intéressé, causent fréquemment un tort considérable à celui-ci ; elles ouvrent la voie à toutes sortes d'abus, ce qui provoque de nombreux conflits, des plaintes et des doléances de la population. »

Dans son numéro du 23 mai 1956, le « Glos Pracy » révèle que les décisions des commissions paritaires d'arbitrage restent sans effet lorsqu'elles donnent satisfaction aux travailleurs, même dans des cas aussi simples que l'octroi des indemnités dues à la suite d'un accident de travail ; les chefs d'entreprise refusent également de respecter les décisions des inspecteurs du travail.

Dans une telle situation, toute action revendicative de quelque envergure se transforme inévitablement en lutte pour la liberté. Les racontars des affameurs sur des mystérieux « provocateurs » qui ont entraîné les braves ouvriers dans la révolte et la violence sont tout aussi abjects que le carnage auquel précèdent leurs bourreaux.

Paul BARTON.

# L'Union des Syndicalistes est-elle née ?

## Questionnaire à tous les militants syndicalistes

La réunion que la commission syndicale du Cercle Zimmerwald avait convoquée le jeudi 21 juin s'est tenue dans des conditions satisfaisantes. Nous y avons retrouvé non seulement des vieux camarades qui furent du Comité des 22 ou du Cercle syndicaliste d'avant guerre ou de la Conférence de Puteaux, mais aussi quelques jeunes camarades, pas assez nombreux à notre gré, dont certains animèrent pourtant la discussion et lui donnèrent son caractère.

Mettons tout de suite en avant cette remarque que fit le camarade Charbit pour justifier l'optimisme de son intervention :

« Au départ, nous sommes plus que 22 ! ». Et ne nous attardons pas trop à regretter certaines absences qui se peuvent expliquer partiellement par l'heure que nous avons choisie (nous avons reçu plusieurs excuses, en particulier celle du camarade Snacken, secrétaire de l'Union locale Force ouvrière de Montreuil)... mais pouvons-nous sonder les reins et les cœurs ? Les camarades présents ont pensé qu'il fallait persévérer, jeter les bases d'une Union des syndicalistes et maintenir les objectifs que nous avons fixés déjà :

1) Organisation d'une seconde réunion de militants, plus large que celle-ci, où il nous faudrait amener de plus nombreux camarades de F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.T., et qui devrait se tenir fin septembre ;

2) Organisation d'une réunion publique et contradictoire en octobre liant l'anniversaire du Congrès d'Amiens de 1906 et des journées de juin 1936 aux problèmes actuels du syndicalisme. En supposant, bien entendu, que nous ayons d'ici là les moyens d'une bonne préparation, d'une bonne organisation et, par conséquent, d'une bonne réussite.

Comme il importe que l'Union des syndicalistes dispose tout de suite d'un organe propre, il a été entendu que la Révolution prolétarienne — sur la proposition du camarade Hagnauer — lui servirait de tribune d'information et de discussion.

En plus des camarades déjà cités, nous noterons les interventions des camarades Volovitch et Pannetier, du Syndicat national des instituteurs, de Louis Mercier, de Rotot (des Métaux). Pierre Monatte insista sur la nécessité de faire quelque chose d'« utile », de rechercher et de mettre en valeur une « revendication essentielle » dans chaque industrie, principalement dans les industries déterminantes que sont les Métaux, le Bâtiment et les Transports. Pour cela, nous avons besoin, et la classe ouvrière a besoin, de « cercles d'études syndicalistes ». Cette forme d'organisation paraît avoir recueilli l'approbation des camarades présents ; mais Hagnauer a montré aussi la nécessité de groupes intercorporatifs, locaux et régionaux, en direction

des Bourses du travail et des Unions départementales.

Un camarade de chez Renault, jeune encore mais déjà plein d'expérience, a commenté l'activité d'un groupe existant dans cette métropole industrielle. Il voudrait que l'exemple de ses camarades soit imité et que notre initiative aboutisse à la confrontation des expériences de ces groupes d'usine. « On ne fera pas renaître ce qui est mort », a-t-il dit. Mais nous ne croyons pas que le syndicalisme révolutionnaire soit mort. Nous cherchons à lui redonner une vigueur nouvelle, en nous appuyant certes sur une tradition que nous n'estimons pas dépassée, mais en posant clairement les problèmes ouvriers d'aujourd'hui — ce qui suppose des études — et en cherchant à les résoudre — ce qui suppose des actions.

En tout cas, nous avons proposé aux camarades de chez Renault de participer, en tant que groupe, à notre prochaine réunion, de nous y apporter une information plus complète et, si possible, de nous faire profiter d'une de leurs études concrètes. Nous ne manquerons pas de les relancer.

Enfin, sur la proposition du camarade Duperray, de la Loire, dont nous publions la lettre ci-dessous, nous avons décidé d'élaborer un questionnaire à tous les camarades de Paris et de province, les réponses devant nous permettre d'éclairer nos premiers pas et d'organiser sérieusement le travail de l'Union des syndicalistes.

### APPEL A LA PROVINCE

Voici la lettre du camarade Duperray :

« J'ai lu avec grande joie l'appel aux syndicalistes de la région parisienne dans le dernier numéro de la R.P.

Je pense qu'il sera très vite un appel des syndicalistes de la région parisienne à ceux des départements.

Le soutien idéologique et la solidarité de pensée d'une ligue syndicaliste ou d'une union des militants sont un besoin que nous avons ressenti si fort dans notre département que nous défendons cette idée depuis des années. Ce qui nous a le plus manqué dans toutes nos expériences, c'est un écho et une aide nationale.

La confrontation des expériences réelles, le lien entre les noyaux des divers départements, voilà ce que doit être cette ligue syndicaliste que vous songez si heureusement à remettre debout. Ses circulaires aux moments graves qui seront des aides et non des mots d'ordre, ses manifestes publics à l'occasion qui seront comme des boussoles d'orientation consultables et non impératives, ses documentations, ses tracts, seront autant d'outils qui donneront aux militants l'antidote permanent du découragement qui naît fatalement de la dispersion.

Quel intérêt y a-t-il à ce qu'une tentative départementale quelconque de redressement syndical per-

severe pendant des années, si elle doit mourir d'étouffement, inconnue de tous les autres départements ?

Quelle possibilité d'action ou de propagande peut avoir, sur un événement précis, une prise de position à la base, si elle est coupée de tout développement possible, de toute possibilité d'extension, de tout renseignement sur des réactions similaires ?

La nécessité de l'union des militants et de la ligue syndicaliste correspond à la nécessité même de la reconstruction du syndicalisme. Il est évident qu'elle n'existerait pas dans un mouvement syndical vivant et démocratique.

La dernière idée que je voudrais souligner est celle de la nécessité d'un esprit largement unitaire pour réaliser une telle entreprise, mais cependant que la sélection soit faite de camarades qui ne cherchent pas là à caser des programmes, à implanter des mouvements politiques ou sociaux extérieurs au syndicalisme.

Quand je parle d'esprit largement unitaire, je pense par exemple qu'il vaudrait mieux que l'initiative de la Commission syndicale du Cercle Zimmerwald apparaisse comme un relais et une continuation de la conférence de Puteaux, plutôt que comme un nouveau mouvement condamnant le premier, le concurrençant ou gardant ses distances avec lui.

Pour ma part, je vois dans la tentative du 21 juin, la suite de Puteaux comme la suite du Comité des 22.

Il serait bien aussi que, comme première expérience pratique, la réunion d'étude du 21 juin diffuse un questionnaire très détaillé à tous les militants que peuvent toucher la R.P. et le Cercle Zimmerwald sur ce qu'ils peuvent attendre d'une ligue syndicaliste et de la forme qu'ils lui souhaiteraient.

L'expérience des camarades, le 21 juin, leur dictera bien toutes les questions à poser, les réponses leur diront ce qu'ils ont à construire.

Cependant quoi qu'ils fassent, cela vaudra mieux que rien, que l'isolement où nous sommes, que la dispersion où nous crevons. Qu'ils me comptent donc parmi les leurs. »

Cette lettre de Duperray n'a pas besoin de commentaires. Nous montrons que nous l'avons fait nôtre par le questionnaire suivant :

1<sup>re</sup> QUESTION : La triple affirmation habituelle : lutte de classes, indépendance, internationalisme, est-elle une base doctrinale suffisante pour rassembler les militants syndicalistes ?

2<sup>e</sup> QUESTION : La Charte d'Amiens doit-elle rester à la base de toute initiative de ce genre ? Pensez-vous qu'il vaille la peine de la republier et de la commenter pour les jeunes générations ?

3<sup>e</sup> QUESTION : La résolution adoptée au dernier C.C.N. de « Force ouvrière » (présentée par Lapeyre, secrétaire de la Fédération des travaux publics, et Sidro, secrétaire de la Fédération des employés) ne vous semble-t-elle pas une bonne « actualisation » de la Charte d'Amiens, tout en présentant l'intérêt d'être un document officiel du mouvement syndical d'aujourd'hui ?

Quelle critique avez-vous à lui faire, ou quels compléments à lui apporter ? (Ce document a été publié dans le numéro de juin de la « R.P. »)

4<sup>e</sup> QUESTION : Quelle forme d'organisation concevez-vous pour une Union des syndicalistes ? cercles syndicalistes industriels ou locaux ? ou d'entreprises ? ou les trois ?

5<sup>e</sup> QUESTION : Voyez-vous déjà dans votre localité, dans votre industrie, dans votre entreprise, les bases d'un tel groupement ?

6<sup>e</sup> QUESTION : Comment concevez-vous le travail dans F.O., dans la C.F.T.C., dans la C.G.T. ?

7<sup>e</sup> QUESTION : Quelle est votre opinion sur les problèmes actuels de l'unité d'action, de l'unité syndicale ?

8<sup>e</sup> QUESTION : Quels sont les problèmes d'ordre économique, ou technique, ou social, ou strictement syndical, que vous estimez devoir être étudiés en premier lieu ?

9<sup>e</sup> QUESTION : Quelles sont, à votre avis, dans votre industrie, les principales revendications urgentes ? (ou : quelle est la « revendication essentielle » ?).

10<sup>e</sup> QUESTION : Comment voyez-vous, en particulier, la situation dans les trois industries dominantes : métallurgie, bâtiment, chemins de fer et transports ? Comment organiser, dans chacune de ces industries, une union interconfédérale des syndicalistes ?

11<sup>e</sup> QUESTION : Comment réaliser la liaison, l'information mutuelle, entre les groupes existants, ou à créer ? (par tracts, par bulletins, par brochures ?).

12<sup>e</sup> QUESTION : Pensez-vous que si l'« Union des syndicalistes » achève de s'organiser, elle doit faire connaître son existence par un manifeste ? Dans l'affirmative, comment voyez-vous le plan de ce manifeste ?

13<sup>e</sup> QUESTION : Sur le plan culturel et éducatif, en général, comment voyez-vous le travail de nos cercles ? (cours et conférences, cercles de discussion, universités ouvrières, journées d'études...).

14<sup>e</sup> QUESTION : Existe-t-il aujourd'hui des « centres d'intérêt » pour les jeunes travailleurs ? Comment en susciter ? Comment intéresser les jeunes à un syndicalisme rénové ? Par quels moyens nos cercles pourraient-ils y aider ?

15<sup>e</sup> QUESTION : Comment les cercles locaux intercorporatifs de l'« Union des syndicalistes » pourraient-ils animer ou réanimer les Bourses du travail ?

16<sup>e</sup> QUESTION : Comment voyez-vous la question des « bases multiples » du syndicalisme ? (distractions, sports, bibliothèques, cinéma, sortie, vacances, etc.). Voyez-vous, dans votre entreprise ou dans votre localité, des possibilités de groupement sur ces bases ?

17<sup>e</sup> QUESTION (pour les camarades de la région parisienne) : A quelle heure estimez-vous que la réunion prévue pour fin septembre doit être convoquée ? A 18 h. 45, comme cela est notre intention, ou à 20 h. 45 ?

Nous demandons de la façon la plus pressante aux camarades de répondre à ce questionnaire. Ils peuvent répondre à toutes les questions, ou à quelques-unes d'entre elles, ou à l'une d'entre elles. Ils ont même le droit de poser une question qui ne figure pas au questionnaire, et d'y répondre. Les abonnés et lecteurs de la « R.P. » peuvent et doivent faire connaître ce questionnaire à des camarades qui ne la lisent pas habituellement.

(Répondre provisoirement à R. Guilloré, 70, rue d'Assas, Paris-VI<sup>e</sup>.)

Il serait bon que les réponses et commentaires puissent être publiés dans le numéro de septembre de la « R.P. » qui, au moins pour le moment, constitue la tribune de l'« Union des syndicalistes » en formation (une tribune libre, évidemment).

Le nombre et l'intérêt des réponses que nous recevrons nous permettront de mesurer dans quelle mesure notre initiative répond à un besoin. C'est un sondage qui nous autorisera peut-être à répondre à cette question plus générale : la renaissance du syndicalisme est-elle enfin en vue ?

# RETOUR AUX ERREMENTS

Il est fatigant de toujours énoncer les mêmes évidences, quand bien même les circonstances et les personnages fournissent un éclairage nouveau à ce qui demeure fondamentalement inchangé. Il est pourtant nécessaire de démonter chaque fois le même mécanisme et de montrer que les pièces et le système n'ont pas varié, comme le bonneteau demeure identique à lui-même devant un public renouvelé ou sans mémoire.

Il y a un an, à propos de la « lutte de tendances » qui s'était manifestée au congrès national de la C.G.T., nous avions présenté un essai de traduction de la polémique : les « durs » comme Mauvais ou Raynaud préparaient slogans et bagarres du modèle lutte de classes pour le cas où la détente internationale n'aboutirait pas et où la pression russe devrait s'exercer par la voie de la force ; les « réformistes » comme Le Brun et Rouzaud avançaient des formules revendicatives et planistes dans l'éventualité d'un gouvernement favorable à la politique de l'Union soviétique ; Benoit Frachon, évitant de se mouiller, attendait que la décision finale fût prise par Moscou. Le fait même que la discussion avait pu s'instaurer signifiait que les consignes supérieures n'avaient pas été précisées. Que les contrôleurs de la C.G.T. aient admis et reconnu une opposition intérieure de bon gré sans l'autorisation de leurs maîtres est un fait sans précédent. La tactique définitive n'était donc pas choisie. Elle dépendait comme toujours, non de la nature des problèmes français ou de l'opinion des « dirigeants » de la C.G.T., mais du rôle que la C.G.T. devait jouer dans la conjoncture internationale, suivant l'avis russe.

Or il se vérifie depuis que l'offensive souriante et désarmante des leaders soviétiques a réussi à brouiller les cartes du jeu mondial. Les Américains manifestent de moins en moins la volonté de porter le poids de leurs responsabilités mondiales ; l'Europe, depuis la mise à mort de la C.E.D., ne fournit plus que des thèmes à discours ; la Grande-Bretagne estime pouvoir sauver les derniers joyaux de la couronne impériale en ménageant l'Union soviétique ; le gouvernement de Bonn ne tient bon qu'en raison de la ténacité du vieil Adenauer, de plus en plus contrôlé par les socialistes, par un secteur de la haute bourgeoisie liée au parti libéral, voire par certaines tendances protestantes et démo-chrétiennes. Le soutien par Tito de l'offensive coexistentialiste, le neutralisme de Nehru, le chantage exercé par Nasser au Caire et dans l'ensemble du Moyen-Orient, sont autant de facteurs qui contribuent à rassurer les « collègues » du Kremlin quant à la possibilité d'une offensive occidentale. S'il fallait une preuve de l'esprit inoffensif des nations dites démocratiques, on la trouverait aisément dans le fait qu'elles ne tentent rien pour mettre à profit les difficultés intérieures de l'U.R.S.S. — politiques et économiques — et porter des coups décisifs à un système en crise.

Paradoxalement, les crises internes de l'U.R.S.S. sont devenues, pour la direction collégiale, motifs à propagande et thèmes exploitables pour dissocier la relative solidarité occidentale. « Nous avons un lourd héritage à liquider — déclarent les successeurs de Staline aux dirigeants de l'Ouest — vous n'avez donc rien à craindre ; un petit coup de main ne serait pas de trop pour nous aider à nous refaire. » Et les conservateurs anglais, les socialistes français, les libéraux allemands, les hommes d'affaires de toutes nationalités, plongés jusqu'au cou dans leur pétrin res-

pectif, s'en trouvent on ne peut plus soulagés. Eden a même cru pouvoir régler les questions du Proche-Orient avec la collaboration bienveillante des Russes, comme Guy Mollet s'est un instant imaginé obtenir un mot de recommandation de Khrouchtchev pour liquider le problème algérien.

La situation n'est donc pas mauvaise pour les Russes. Le moment leur semble venu de tenter la manœuvre pour laquelle les pions ont été patiemment mis en place. Déclencher de grands courants d'opinion pour obliger les gouvernements à tourner le dos à l'O.T.A.N., et à réviser leur conception des échanges avec l'Est, tel est logiquement le but immédiat poursuivi par les Russes.

Les partis communistes officiels peuvent-ils prendre l'initiative et la tête de ces mouvements d'opinion ? Il ne semble pas. Ce serait d'avance limiter leur portée et leur résonance. Dans nombre de pays d'Europe, les P.C. sont faibles. Même en France et en Italie ils paraissent avoir fait le plein de leurs troupes et atteint les limites de leur influence directe. Dans les jeunes nations d'Asie et d'Afrique, ils sont quasi inexistantes. Lier le sort de la grande opération de détente menée par les Russes aux gestes des organisations politiques directement contrôlées reviendrait à réduire ses chances de succès.

Par contre, il existe un certain nombre de gouvernements, de partis, de courants d'opinion dont l'immobilisme de fait et l'inquiétude d'esprit font d'excellents véhicules pour les mots d'ordre soviétiques, parce qu'ils n'ont aucune consistance propre et ne possèdent ni politique réaliste ni perspective et qu'ils appartiennent au monde traditionnel de la vie dite démocratique dont les P.C. avaient été plus ou moins éliminés au cours de la période de « guerre froide ».

C'est par le truchement de ces mouvements et organismes que la politique soviétique a quelque chance de s'imposer. Au carrefour des vocabulaires identiques, les chemins se distinguent difficilement. Si les uns — de bonne ou de mauvaise foi — parlent de Front Populaire, de progrès social, de neutralisme ou d'indépendance nationale, les autres savent que ce n'est là que moyens pour provoquer la désagrégation des alliances atlantiques, l'affaiblissement des régimes démocratiques, la pénétration et le noyautage des appareils d'Etat, l'élimination des oppositions lucides, le rejet de toute solution rationnelle aux problèmes sociaux, la mainmise sur les organisations ouvrières.

En Italie, le rôle de Nenni, qui ne vécut en leader de mouvement socialiste que grâce à l'appui matériel des communistes et au prix de l'introduction, au sein de son appareil, d'éléments administratifs contrôlés par Togliatti, est clair. Sans doute est-il possible d'examiner ses dernières prises de position sous l'angle des phraséologies ouvrières, de le juger suivant un critère socialiste, mais, pour ce qui intéresse la diplomatie russe, il ne s'agit ni de phraséologie ni de socialisme, mais de l'éclatement de la majorité gouvernementale italienne et de son remplacement par une autre majorité dont la composition et le programme importent peu, sauf pour ce qui regarde les problèmes internationaux.

En France, semblable parti n'existe pas. Mais il existe des tendances socialistes — les unes nationalistes, les autres « gauchistes » — utilisables. Il

existe une C.G.T. dont le caractère stalinien est moins net que celui du P.C. officiel et qu'il est possible de dédoubler aux yeux de l'opinion. Il existe enfin des organisations politiques et syndicales faibles en effectifs mais influentes dans le monde des mots. Sans compter les équipes de parlementaires et de candidats aux postes dirigeants de l'Etat dont la souplesse d'opinion et le goût de la manœuvre n'ont d'égal que l'absence de scrupules et la soif de pouvoir.

Alors que penseurs et observateurs politiques — soit dit sans ironie — scrutent le comportement du P.C. français pour deviner quelle sera la politique soviétique en France, cette politique passe de préférence par les partis non communistes.

La lecture de la presse syndicale remplace avantageusement celle des bulletins confidentiels ou des revues spécialisées. Il y a moins de machiavélisme que l'on ne l'imagine chez ceux qui ont pour tâche de présenter, sous un jour favorable et en langage public, les desseins et les volontés de leurs maîtres de l'Est.

Dans le « Peuple », après le numéro spécial du 1<sup>er</sup> mai consacré exclusivement au souvenir de juin 1936 et du Front Populaire, avec photographies non maquillées où l'on reconnaît Léon Jouhaux, Gabriel Cudenet et Georges Pioch — mais oui ! — aux côtés des chefs communistes ; après un numéro contenant un appel bien calculé de Le Brun en faveur de l'entente avec Force Ouvrière, voici, plus récemment, l'article-leader de Marcel Caille, intitulé : « Un même combat ». Il y est question de l'Algérie, certes, mais sans attaque contre le gouvernement Guy Mollet ; il y est question aussi de l'augmentation des prix, mais par le biais d'une attaque contre les **services** gouvernementaux qui tentent de masquer les hausses ; du mécontentement ouvrier enfin, pour conclure par un appel à l'unité d'action entre directions syndicales, en faveur de laquelle sont cités les contacts et les accords à l'échelon fédéral, le tout dans une perspective de réunification syndicale dont « l'exigence doit devenir une affaire de masse ».

Les déclarations de Rouzaud au dernier congrès de l'U.G.F.F. vont dans le même sens, mais avec une pointe dirigée contre la mainmise du P.C. sur la C.G.T. Encore, « l'Humanité » ne relève-t-elle, dans ses comptes rendus, que l'aspect unitaire des décisions prises en congrès, alors que la presse d'information a souligné l'esprit d'indépendance des fonctionnaires cégétistes. Pratiquement, le congrès tend la main aux « camarades » fonctionnaires de Force Ouvrière, et cela essentiellement sur des bases revendicatives. Si les fonctionnaires C.G.T. sont partisans de l'indépendance syndicale et s'ils insistent sur l'aspect revendicatif de leur action, comment les fonctionnaires Force Ouvrière pourraient-ils résister aux propositions d'unité ?

Les bases d'une entente ne sont pas toujours les mêmes. Le problème n'est pas, pour l'instant, d'aboutir à un programme minimum commun ; il est dans la manière de reprendre contact et d'entrer officiellement dans le jeu syndical. L'Algérie peut servir, mais les salaires aussi, ou la laïcité, ou n'importe quoi. Le tout est de forcer des portes jusqu'à présent bouclées. A l'exemple de la diplomatie soviétique qui entre dans certains lieux sacrés, derrière Tito, aux chausées de Nasser ou à la suite de Nehru.

Avant de s'attaquer au gros morceau de Force Ouvrière, il s'agit de créer un climat tel que toute velléité de résistance devienne impossible. A cette fin participent non seulement les campagnes pour l'unité de la classe ouvrière, les innombrables appels en faveur de l'entente à la base, les lettres quotidiennes relançant les organisations concurrentes, mais aussi les initiatives de diverses formations autonomes, influencées ou noyautées par les communistes. C'est ainsi que nous voyons, entouré de généralités et d'a

peu près inoffensifs, le noyau dur des propositions post-staliniennes se définir dans l'article de Robert Ducol dans « l'Ecole libératrice », à propos du prochain congrès du S.N.I. :

« Des pas en avant, surtout sur le plan fédéral, ont marqué l'action pour une réforme démocratique de l'enseignement. La période d'orientation reste la pierre angulaire de tout l'édifice mais le préalable financier, conditionné par une politique de progrès social, est malgré tout un impératif majeur. **Des faits nouveaux, depuis le 2 janvier, laissent intact l'espoir que cette politique est possible et peut s'épanouir dans un climat de détente internationale. Bien que timidement mais avec déjà une certaine résonance, la diplomatie française essaie de sortir de l'ornière de la soumission inconditionnelle au Département d'Etat.** Des progrès ont été faits ou se préparent dans la voie du désarmement. Encore, devons-nous rester vigilants devant toutes les tentatives des « récidivistes européens » se proposant, sous le camouflage de l'Euratom, de faire échec au désarmement en donnant à l'Allemagne de Bonn la possibilité d'obtenir des armes nucléaires. La lutte menée par le S.N.I. contre la C.E.D. conditionne notre position actuelle sans nous faire oublier l'aspect idéologique du problème souvent masqué par les agissements à l'allure inoffensive du Monde Bilingue. »

Au syndicat autonome du cadastre, même ontime : après une savante élimination des éléments dirigeants décidés à protéger l'organisation contre l'influence politique, les communistes ont remis ces mêmes dirigeants à l'honneur contre acceptation de la ligne internationale du Kremlin. Et l'on a pu voir les conférences syndicales de Prague compter un délégué de ce syndicat autonome.

Chez les journalistes, même tentative. Les dresseurs de listes noires sont devenus alliés des autonomes, histoire d'empêcher Force Ouvrière et la C.F.T.C. de jouer leur rôle dans les pourparlers avec les patrons, et obtenir du même coup la réhabilitation des journalistes communistes et cryptos au sein de la corporation.

L'ensemble de l'effort du parti au sein du mouvement syndical porte sur la réintégration de la C.G.T. dans le jeu ouvrier. Le parti sait qu'une fois réintroduit, l'efficacité de son appareil lui donnera la **supériorité sur les autres tendances.** La mise en sommeil du parti en tant que tel peut être décidée par les Russes ; le choix d'une équipe nouvelle pour la **poursuite des objectifs présents de la diplomatie russe** peut être décidé ; ce qui compte, ce n'est ni la nature, ni l'apparence des moyens, c'est le but.

Nous entendons d'excellents camarades condamner notre raisonnement parce que trop schématique et présentant les événements comme s'ils étaient conduits par un improbable **deus ex machina.** Il est vrai que les desseins soviétiques ne peuvent pas toujours se réaliser suivant un plan précis ; il est vrai que les organisations communistes, officielles ou camouflées, connaissent des tiraillements intérieurs aussi aigus que toute autre organisation. Il est probable aussi qu'entre l'appareil traditionnel du parti et les équipes de rechange extérieures, des rivalités et des luttes de préséance existent. Il est donc raisonnable de croire que ces difficultés, ces discussions et ces **inquiétudes pourraient être exploitées** par une force syndicale libre pour liquider l'hypothèque stalinienne qui pèse sur le mouvement ouvrier. Mais, cela dit, rien n'est résolu. Car nous ne voyons ni l'organisation ouvrière, ni la pensée ouvrière, ni les bataillons ouvriers décidés à livrer ce combat, en pleine connaissance des situations intérieures et en pleine conscience des problèmes internationaux.

L'idée de manœuvre, le goût de la tactique, un certain opportunisme même, ne sont pas à rejeter a priori. Ce qui est inacceptable, c'est de croire que la manœuvre et l'opportunisme peuvent remplacer un

mouvement ouvrier lucide et actif. La leçon de 1935, l'expérience de 1936, le précédent de 1945 sont là pour souligner qu'il n'est pas de situation qui offre à la classe ouvrière le cadeau miraculeux d'une organisation solide et entreprenante. L'organisation est le fruit d'efforts, de recherches, d'initiative, d'échecs et de conquêtes.

Pour l'heure, l'oubli du passé et sa dissimulation sous les formules magiques d'unité ou de déstalinisation nous semble annonciateur de catastrophes. Ce n'est pas en fonction des changements de pied du to-

talitarisme russe que doit marcher la classe ouvrière. Notre rôle n'est pas de liquider ce qui a pu être construit à grand-peine et très imparfaitement, pour le sacrifier sur l'autel des formules trompe-l'œil, mais de poursuivre le travail d'édification d'un mouvement syndical libre, de rassembler ses membres concurrents sur la base des problèmes communs. Ce n'est pas suffisant, mais c'est la base même de tout avenir. Notre choix, en France comme en U.R.S.S., doit porter sur la classe ouvrière et non sur les acrobates du pouvoir.

Louis MERCIER.

## MONNAIE MAROCAINE ET ZONE FRANC

On lit souvent des déclarations des nouveaux dirigeants marocains, selon lesquelles la monnaie marocaine ne sera ni dévaluée, ni détachée de la zone franc.

Ainsi, tout frais émoulus, les ministres du jeune Maroc se hissent d'emblée au niveau de leurs collègues des grands Etats, dans le domaine des promesses vaines.

Laissons de côté la promesse de non-dévaluation. Il est évident que si le « franc marocain » continue à être lié au franc français, s'il continue à n'être qu'une variété régionale du franc français, le pouvoir de le dévaluer, ou non, n'appartiendra pas aux ministres marocains. La décision de dévaluation, quand elle devra intervenir, sera prise à Paris, sans que Rabat soit consulté, et pour des motifs qui n'auront rien à voir avec l'intérêt de Rabat, ainsi que cela s'est passé dix fois dans le passé.

Plus importante est la question du maintien du « franc marocain » dans la « zone franc ».

Peut-il continuer à y avoir égalité automatique de valeur entre la monnaie émise par Rabat et celle émise par Paris ?

Si nous vivions au temps de la monnaie réelle, la réponse serait évidemment affirmative, — et d'ailleurs la question n'aurait pas à se poser.

Sous le régime qui est le nôtre, régime où la monnaie qu'émettent les Etats est susceptible d'être de la fausse monnaie, la réponse est évidemment négative.

Cela demande une petite démonstration.

Soit un Etat quelconque, disons Etat A.

Supposons que cet Etat A engage des dépenses « déraisonnables », c'est-à-dire non correspondantes à des ressources. Supposons, par exemple, qu'il décide de donner dix millions de francs à chacun de ses citoyens. Les milliards émis en billets, ou inscrits en comptes bancaires, à l'occasion de cette dotation, ne correspondront à aucun accroissement des biens produits dans le pays A. Conclusion : la monnaie A se dépréciera. L'ensemble des citoyens A restera aussi pauvre que par le passé. L'émission de monnaie aura été une émission de monnaie de singe.

Supposons maintenant qu'il y ait une disposition par laquelle la monnaie A vaudra toujours autant que la monnaie d'un autre Etat, d'un Etat B.

A ce moment, les choses changent. A ce moment la dépense déraisonnable de l'Etat A ne se résume pas, pour les citoyens A, en une émission de monnaie de singe. Par leurs comptes bancaires, les citoyens A peuvent acheter en B des biens réels. Ils ont la faculté de provoquer en B de l'inflation.

En résumé, la liaison des monnaies de deux Etats entraîne, pour chacun de ces Etats, la possibilité de déprécier la monnaie de l'autre.

Comment donc, dans un cas pareil, les choses peuvent-elles aller ?

Elles ne peuvent aller que de deux façons :

ou l'Etat A est esclave ;

ou l'Etat B est cocu.

De la première partie de l'alternative le régime du « Protectorat » de la France sur le Maroc offre une illustration éclatante. Durant ces dizaines d'années, aucune dépense ne pouvait être engagée par Rabat sans approbation de Paris. Et le contrôle était strict. Il est arrivé que des dépenses engagées par Rabat, même des dépenses à incidence budgétaire *minime*, aient dû être annulées sur refus des services parisiens. En sorte que le chef du Maroc, qui était alors le Résident général, était un chef tenu en étroite lisière, un souverain esclave.

Cette situation, bien entendu, est maintenant dépassée et ne reviendra plus. Le chef du Maroc, qui n'est plus du tout le Résident général, est libre d'engager les dépenses qu'il lui plaît. Création d'une armée, création d'un service d'affaires étrangères, les occasions de grosses dépenses pleuvent et sont toutes saisies avec rapidité, ainsi qu'il est inévitable en période révolutionnaire.

Qui comblera le trou ?

Il ne serait pas anormal que ces dépenses marocaines fussent payées par le Maroc. Or, du fait de la liaison des monnaies marocaine et française, il en va tout autrement. Ces dépenses marocaines sont des traites tirées sur la monnaie française. Ce sont les consommateurs français qui les payeront.

Combien de temps les choses peuvent-elles aller ainsi ?

Nous connaissons assez la vocation des gouvernants français pour le cocuage pour penser que ça ne va pas cesser immédiatement. Mais ça... finira bien par finir, comme dit l'autre. Et ce sera tant mieux.

Ainsi les journaux nous ont appris, il y a quelques mois, que le Viet-Nam venait de « sortir de la zone franc ». Des imbéciles ont vu là une défaite de la France. Ce n'était qu'une décision logique et heureuse.

L'indépendance est un tout. La perte de l'indépendance politique entraîne l'annexion monétaire. La conquête d'une indépendance nationale veut la création d'une monnaie nationale.

J. PERA.

